

Vers la pire campagne électorale de l'histoire ?

Interview de Benjamin Biard
par Noé Spies

Les prochaines élections ne sont prévues qu'au printemps 2024 et, pourtant, un air de campagne semble planer depuis plusieurs semaines dans la sphère politique belge. Entre déclarations fracassantes, stratégie de communication et premières tendances électorales, décryptage du champ de bataille.

Le Vif/L'Express : La (pré)campagne électorale en vue des élections 2024 semble particulièrement précoce. Comment l'expliquer ?

Benjamin Biard : On peut d'abord se demander dans quelle mesure on a vraiment quitté le climat de campagne électorale de 2019. Depuis la mise sur pied du gouvernement fédéral dirigé par Alexander De Croo – lui-même précédé par un gouvernement minoritaire, avec une opposition virulente –, toute une série de tensions ont émaillé et émaillent encore la vie politique fédérale. À peine mise sur pied, la Vivaldi devait déjà faire face à des sujets chauds, comme la question de la pension minimale.

Ce climat de campagne est donc amorcé depuis 2019 et n'a jamais vraiment disparu. Par exemple, on peut noter l'attitude qualifiée de « particip-opposition » de certains partis ou présidents de parti. On se souvient notamment des critiques émises par Georges-Louis Bouchez, le président du MR, à l'encontre des décisions adoptées par le Comité de concertation (CODECO), en mars 2021, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire de Covid-19.

Ce phénomène est aussi lié à la composition très hétérogène et inédite du gouvernement avec sept partis ¹.

¹ Parti socialiste (PS), Mouvement réformateur (MR), Écolo, Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V), Open Vlaamse Liberalen en Democraten (Open VLD), Vooruit et Groen.

Les dépenses des partis politiques pour leur communication ne cessent d'augmenter. Même hors campagne. Que peut-on en déduire ?

Cet élément peut également expliquer la sensation d'un climat de campagne permanent. Récemment, des données ont fait surface sur les investissements importants de la N-VA, du Vlaams Belang et du PTB, qui font partie des plus grands dépensiers sur les réseaux sociaux au niveau belge, mais aussi en Europe. En réalité, on voit bien qu'il y a là une stratégie de campagne électorale pérennisée. Les stratégies de communication sont de mieux en mieux ficelées.

Le Vlaams Belang avait dépensé de manière massive lors de la campagne de 2019. Depuis lors, et compte tenu de son importante percée électorale à cette occasion, il dispose d'un financement public bien plus important. On peut observer qu'une part non négligeable de ce financement est consacrée aux réseaux sociaux. Il en est ainsi pour d'autres partis également, y compris plus petits.

Cette communication accrue sur les réseaux sociaux représente-t-elle un danger pour la démocratie ?

La réponse doit être nuancée. C'est clairement un outil de campagne. Mais qui, en soi, est déjà utilisé depuis longtemps. Ce n'est par ailleurs pas un outil uniquement mobilisé par les partis extrêmes ou liberticides. Pensons à la campagne menée par Barack Obama, aux États-Unis, il y a déjà une quinzaine d'années. Le candidat démocrate avait alors abondamment recouru aux réseaux sociaux.

Cet outil permet potentiellement de rapprocher la politique des citoyens, et aussi d'impliquer les plus jeunes. Mais cela comporte évidemment son lot de questions. Le cadrage de ces dépenses sur les réseaux sociaux est une problématique cruciale. Il n'est en tout cas pas illégitime de se questionner sur l'introduction de davantage de transparence en la matière.

Les sorties politiques (Magnette, Rousseau, De Wever, Mahdi, Bouchez) se multiplient au plus la campagne approche. Le but, c'est d'ancrer l'attention sur soi ?

Toutes les déclarations ne sont pas à mettre dans le même panier. On sent des tensions persistantes depuis la mise sur pied du gouvernement De Croo. Pas seulement entre majorité et opposition, mais également au sein de la majorité.

En décembre dernier, Conner Rousseau a réaffirmé ses propos controversés sur Molenbeek-Saint-Jean ². Le président de Vooruit n'exclut pas – et cela s'est d'ailleurs concrétisé au niveau local – l'idée d'une alliance avec la N-VA. Cela pourrait être une manière d'élargir son assiette électorale et de poser les bases d'une potentielle future coalition associant les socialistes flamands et la N-VA. On voit donc un enjeu particulier derrière ces déclarations.

² Cf. « "Je ne me sens pas chez moi à Molenbeek" : derrière ces déclarations, le parti socialiste flamand prépare-t-il un accord secret ? », www.levif.be, 29 décembre 2022.

Pour le reste, il y a parfois des propos qui n'ont pas été tenus nécessairement pour choquer ou pour faire la une des médias.

En ce qui concerne Bart De Wever, on sent sa volonté de remettre sur la table la question communautaire, tout en essayant de gommer la gestion sécuritaire de sa ville, Anvers. Sachant qu'il s'agit d'un enjeu majeur puisque la N-VA se profile sur les questions sécuritaires et qu'elle est concurrencée dans ce domaine par le Vlaams Belang, qui entend être plus radical.

Il y a donc différents enjeux qui peuvent intervenir selon les déclarations, les moments et les personnalités. Mais, clairement, l'idée qui préside tant pour les partis d'opposition que pour ceux de la majorité, c'est de pouvoir vivre, montrer qu'on est présent au sein du gouvernement à travers des interviews qui peuvent faire parler d'elles. On pense notamment à G.-L. Bouchez, mais pas que...

Cela permet aussi de rappeler que chacun défend ardemment son programme et veut aller le plus loin possible en la matière.

Vous pensez à un cas en particulier ?

Concernant le nucléaire, par exemple, le MR était complètement isolé dans sa volonté de prolongation, et s'opposait *ipso facto* à l'Open VLD. Egbert Lachaert, président du parti libéral flamand, parlait d'acharnement thérapeutique, en décembre 2021. En fin de compte, G.-L. Bouchez a réussi à tirer son épingle du jeu et a présenté les décisions de prolongation de deux centrales comme une victoire des libéraux francophones.

Le président du PS, Paul Magnette, aime également faire parler de lui, en ce moment. Ses ambitions de pouvoir au 16 rue de la Loi ou sa blague sur les Wallons et les Flamands ont fait jaser³. Est-ce calculé ?

Paul Magnette est une personnalité qui a des prétentions affichées de pouvoir exercer un rôle de chef de gouvernement. Et qui, par ailleurs, est à la tête d'un PS en déclin par rapport aux courbes historiques, mais qui se porte toutefois bien par rapport à d'autres partis socialistes traditionnels européens, qui ont été laminés ces dernières années.

Cette campagne s'annonce-t-elle comme une des plus tendues de l'histoire politique du pays ?

On peut se souvenir de campagnes électorales qui étaient déjà très animées, y compris au sein même de partis politiques. Tout comme ce qui suit la campagne électorale. Pensons à l'Orange bleue en 2007 ou à la longue phase mouvementée de 2010-2011. Globalement, des actualités peuvent toujours venir bousculer une campagne. On peut donc s'attendre à un tas de choses d'ici aux élections de fin mai 2024.

Ce climat de campagne est déjà présent et ne peut que s'intensifier au fur et à mesure qu'on approche des élections. Chacun va essayer de défendre son bifteck, ses acquis.

³ Cf. « Une phrase d'une interview de Paul Magnette passe mal, les réactions négatives pleuvent », Belga, 7 février 2023.

En tentant de ne pas mettre en évidence les concessions qu'il a dû faire. On pense à la sortie du nucléaire pour les écologistes, qui était une revendication historique les concernant. C'est avec eux que la sortie du nucléaire avait été actée au début des années 2000, à l'issue de leur première participation gouvernementale. Mais aujourd'hui, on voit que c'est aussi avec eux que deux réacteurs vont être prolongés. Ça peut leur coûter cher d'un point de vue électoral.

Vous voulez dire qu'Écolo pourrait être le principal perdant de ces élections ?

L'affaire de la sortie du nucléaire peut nuire à Écolo, mais ce n'est pas le seul dossier. On peut penser aux dépenses engagées dans le secteur de la Défense pour rencontrer le cadre fixé par l'OTAN, sachant que les écologistes sont plutôt antimilitaristes historiquement parlant. Songeons également à la réforme de la fiscalité automobile annoncée en juin dernier au niveau wallon, qui a connu une levée de boucliers, y compris au sein du gouvernement, et n'a finalement pas abouti. C'est un dossier qui pourrait coûter cher aux écologistes. Tout comme la gestion de la crise sanitaire par Alain Maron à Bruxelles, par exemple, qui a été particulièrement critiquée. Tout cela peut crisper une part de l'électorat écologiste. C'est en tout cas l'interprétation que l'on peut faire des derniers sondages.

Les Engagés, en pleine reconstruction, joueront gros à tous les niveaux de pouvoir...

Les cas des Engagés est assez intéressant car ils ont profité de cette mandature pour se renouveler. Ils ont opté volontairement pour une cure d'opposition lors de cette législature aux différents niveaux de pouvoir et ont entamé ce processus de « régénérescence ». Mais on voit qu'à Bruxelles, il y a toute une série de défections qui caractérisent le parti. Soit via des exclusions, soit via des départs volontaires. La question est de savoir dans quelle mesure cette formation, au-delà du fédéral, parviendra à se maintenir au niveau de 2019, qui était déjà historiquement bas. Ou à se maintenir tout court sur le plan électoral.

Par ailleurs, les enjeux dépassent le fédéral. Le fait que les différentes élections (fédérale, régionales et communautaires, provinciales et communales) correspondent au même timing peut entremêler les enjeux entre les différents niveaux de pouvoir.

Justement, quels seront les enjeux prioritaires, selon vous ?

C'est difficile à dire car chacun essaie de mettre en avant l'enjeu qu'il parvient à défendre au mieux. On peut noter quelques gros dossiers durant cette législature : la réforme fiscale, la réforme des pensions, et les questions énergétique et nucléaire. Ce sont des enjeux très importants pour la population. La question institutionnelle et/ou communautaire pourrait également revenir au-devant de l'agenda dans le cadre de cette campagne.

Vraisemblablement, même si on l'évoque moins, on peut s'attendre à des négociations pour une septième réforme de l'État. Dans quel sens irait-elle ? C'est encore difficile à déterminer. On voit mal certains partis accepter certains transferts de compétences.

À l'inverse, toute une série de partis, le PTB en tête, demandent à refédéraliser certaines compétences, comme la Santé, par exemple. Ce qui serait inédit par rapport aux six réformes de l'État précédentes, qui ont plutôt approfondi le fédéralisme en Belgique.

Doit-on s'attendre à un blocage encore plus « historique » que les précédents ?

On pourrait faire face à des blocages. Est-ce que ça viendra uniquement de la N-VA ? Ce n'est pas certain, cela peut venir aussi d'autres formations politiques. La tendance de 2019 était inédite dans le sens où les six partis traditionnels réunis n'ont pas réussi à obtenir 50 % des voix. Ce qui veut dire qu'on a beaucoup plus de partis moins traditionnels (Défi, Écolo, N-VA), mais aussi des partis plus radicaux (PTB, Vlaams Belang) avec qui il n'est pas évident de pouvoir négocier.

On peut donc s'attendre à un éclatement des voix inédit et encore plus important entre les autres formations politiques. Les négociations devront s'engager entre un nombre plus important de partis. On risque donc d'avoir une séquence difficile et intense en termes de négociations.

Cet article a été publié, dans une version légèrement différente, sous le titre « La campagne électorale 2024 sera-t-elle la pire dans l'histoire de la Belgique ? “On peut s'attendre à un éclatement des voix inédit” » sur : levif.be, 8 février 2023, www.levif.be.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD (interviewé par Noé SPIES), « Vers la pire campagne électorale de l'histoire ? », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 14 février 2023, www.crisp.be.